LA LETTRE DE L'UGICT
NEWSLETTER HEBDO DE LA CGT DES CADRES ET TECHNICIEN-NES
Semaine du 1er au 7 février 2010 N° 290

SOMMAIRE

- Éducation nationale : 12 000 personnes dans la rue pour une autre politique
- Santé : des milliers d'infirmières dans la rue contre l'Ordre infirmier
- SNCF : la CGT tire le signal d'alarme sur le stress au travail
- Pôle emploi : réunion du CHSCT suite à une tentative de suicide
- France Télévisions : la CGT s'oppose à la vente de la régie de pub
- Seine-Saint-Denis : grève dans plusieurs collèges et lycées
- ST-Ericsson : un anniversaire très particulier
- États généraux de l'industrie : aucune mesure immédiate et urgente
- SNCF : appel unitaire à la grève le 3 février
- Lycée pro de Valmy (Colombes) : mobilisation contre l'expulsion d'un jeune marocain
- Portugal : trois jours de grève et manifestation des infirmières à Lisbonne
- Europe : un jeune sur cinq touché par le chômage
- Autour du livre : « Pour en finir avec le Wall Street management »

ÉDITO

RETRAITE : TOUCHEZ PAS AUX ACQUIS

La retraite à 60 ans est ressentie comme un acquis social par 6 Français sur 10. C'est ce qui ressort d'un sondage BVA publié vendredi par *Les Échos*. Et ils ne sont que 34 % à estimer que l'âge de la retraite peut être repoussé en raison de l'allongement de l'espérance de vie. Le chef de l'État et le gouvernement le savent : ils ne pourront pas repousser l'âge de la retraite en misant sur le matraquage opéré depuis 20 ans autour du défi démographique. C'est que les choses ne vont pas d'elles mêmes dans l'esprit des salariés. En effet, aucune des mesures prises par Balladur, Veil, Fillon ou dans les accords Agirc-Arrco n'ont permis de remettre à flot les régimes de retraite. Les Français, et notamment les plus jeunes doutent de la pérennité de notre système solidaire. Mais ils sont aussi lucides sur la fin de la vie professionnelle.

Qu'est-ce qui aujourd'hui peut donner envie et confiance pour travailler au-delà de 60 ans ? Pourquoi repousser l'heure de la liquidation d'une pension quand l'âge moyen de cessation d'activité se situe entre 58 et 59 ans. Selon des chiffres communiqués par la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse, seulement 34,8 % des assurés ayant liquidé leur retraite en 2007 percevaient un salaire relevant du régime général l'année précédente et 17,5 % un salaire dans un autre régime.

Dans les autres cas, ils n'étaient pas en situation d'emploi : 21 % étaient au chômage, 3,8 % en maladie, 6,8 % en invalidité et 25 % n'avaient aucun trimestre d'assurance validé. C'est l'un des arguments décisifs qui plaide contre un recul de l'âge légal. Mais ce n'est pas le seul.

En effet, au nom de quelle loi d'airain, faudrait-il que les gains d'espérance de vie qui sont largement le fait des progrès en matière de protection sociale, de santé devraient être partagés -on devait dire confisqués- avec le travail ? Pourquoi faudrait-il que nous renoncions à une norme sociale telle que la retraite à taux plein à 60 ans alors qu'aux deux extrémités de la vie professionnelle tout n'est que chômage, précarité, bas salaires et non reconnaissance des qualifications.

Cotiser plus longtemps ? Chiche ! Les jeunes qui poireautent en moyenne onze ans avant de décrocher un CDI et qui subissent les bas salaires aspirent à construire leur présent mais aussi leur avenir. Les « seniors » quant à eux, en ont par-dessus la tête de ce management qui les exclut. S'il faut cotiser d'avantage, mettons d'abord à profit les deux bouts de notre vie professionnelle, mais aussi nos périodes de formation initiale avec une reconnaissance des années d'étude. Soyons clairs, le gouvernement et le Medef ne veulent pas repousser l'âge de départ pour le plaisir de profiter de nos savoirs et de notre expérience. Ils veulent seulement introduire un nouveau mécanisme permettant de faire baisser le niveau de la pension liquidée.

Un sondage, ça ne fait pas tout, loin de là, mais celui-ci nous dit que nous pouvons aller au devant de nos collègues pour débattre de quelle réforme nous voulons. Il montre que les salariés ne sont manifestement pas acquis aux réformes que tentent d'imposer les libéraux.

Éducation nationale : 12 000 personnes dans la rue pour une autre politique

La manifestation nationale organisée samedi à Paris à l'appel de la FSU et de la CGT contre la politique éducative du gouvernement a mobilisé 12 000 personnes. On y a également vu des manifestants du Syndicat National Autonome des Lycées et Collèges (SNALC), mobilisé contre la réforme du lycée. Ainsi que de Sud-Education et de l'Union Nationale Lycéenne (UNL). Les manifestants ont dénoncé le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite et la suppression systématique de dizaines de milliers de postes.

Santé : des milliers d'infirmières dans la rue contre l'Ordre infirmier

Plus de trois mille infirmières et infirmiers se sont rassemblés mardi en France, à l'appel de leurs syndicats, pour dénoncer la mise en place d'un Ordre pour leur profession. A Paris, un millier de manifestants, pour la plupart en blouses blanches, ont défilé dans le froid, du ministère de la Santé jusqu'à l'Assemblée nationale, pour demander aux députés d'abroger l'Ordre des infirmiers instauré par une loi de 2006, sur le modèle de celui des médecins.
Huit rassemblements similaires se sont déroulés en province. Au-delà de la question controversée de la cotisation, les syndicats (CGT, CFDT, CFTC, FO, FSU, UNSA) jugent cette institution inutile et illégitime, notamment pour évoquer les questions de déontologie. Ils soulignent que les élections l'an dernier au sein de l'ordre n'avaient mobilisé que 12 % des infirmiers.

SNCF : la CGT tire le signal d'alarme sur le stress au travail

Alors que l'on a appris en début de semaine le suicide d'un cadre technique de 48 ans à son domicile près de Toulouse, la CGT cheminots a écrit jeudi à la ministre de l'Économie Christine Lagarde, pour déplorer que l'entreprise ne s'attaque pas aux origines de la souffrance au travail alors que les « *signaux d'alerte* » se multiplient.
« *Ce sont de sérieuses alertes, à rapprocher du rythme et du nombre de restructurations poursuivies aujourd'hui à la SNCF* », a estimé jeudi lors d'un point presse le secrétaire général de la CGT-cheminots, Didier Le Reste. « *La direction de la SNCF prétend prendre appui sur l'accord national interprofessionnel sur le stress au travail de 2008, mais elle ne retient de ce texte de référence que des préconisations visant à détecter et à soigner des agents en situation difficile* », note la CGT.
Le syndicat voudrait aussi « *combattre et éradiquer les origines de la souffrance au travail en étudiant les organisations du travail, les conséquences des méthodes managériales utilisées* » notamment.

Pôle emploi : réunion du CHSCT suite à une tentative de suicide

Pôle emploi doit tenir lundi une réunion extraordinaire du comité d'hygiène, sécurité et conditions de travail (CHSCT) en Ile-de-France, à la suite de la tentative de suicide d'une conseillère d'une agence de Levallois-Perret.
Dans un courrier adressé à un syndicat elle indique : « *ma tentative de suicide n'est pas seulement due à mes problèmes personnels mais surtout à mes problèmes professionnels* ». Elle se plaignait notamment de la « *non communication* » et de « *l'injustice* » régnant sur son lieu de travail.
Pôle emploi a commencé des négociations avec les représentants du personnel sur la prévention du stress et les conditions de travail, qui se sont dégradées avec la conjonction de la fusion ANPE-Assedic et de la crise. Fin 2009, cinq conseillers ont tenté d'attenter à leurs jours, dont trois en Ile-de-France.

France Télévisions : la CGT s'oppose à la vente de la régie de pub

La CGT (techniciens et journalistes) de France Télévisions a demandé jeudi au président de France Télévisions, Patrick de Carolis, « *un moratoire* » sur la décision de vendre la régie publicitaire du groupe public (FTP), lors du Comité Central d'Entreprise (CCE).
Selon *La Tribune*, le producteur Stéphane Courbit (ex-patron d'Endemol France) associé à Publicis serait favori pour racheter FTP.

Seine-Saint-Denis : grève dans plusieurs collèges et lycées

Des collèges et lycées à Aubervilliers et Montreuil (Seine-Saint-Denis) étaient en grève vendredi, pour différentes raisons, allant de la sécurité dans les établissements au remplacement d'enseignants et à l'opposition de professeurs à la réforme des lycées.
Au lycée Jean Jaurès de Montreuil, les enseignants ont suspendu jeudi leur grève contre la réforme du lycée qui durait depuis le 21 janvier, mais elle pourrait reprendre à l'issue d'une assemblée générale lundi matin, selon la CGT Educ'action.
De leur côté, des professeurs du lycée Henry Vallon à Aubervilliers ont voté jeudi la grève à partir de lundi pour protester contre la réforme du lycée, le manque de moyens et la suppression de postes à la rentrée 2010, a annoncé la CGT.

ST Éricsson : un anniversaire très particulier

Mardi 2 février les salariés de ST-Éricsson sont appelés par leurs syndicats à un rassemblement devant le siège social STMicroelectronics à Montrouge pour « *une fête d'anniversaire très particulière* » (un an de suppressions d'emplois, 30 % de réduction des effectifs dans le monde).

États généraux de l'industrie : aucune mesure immédiate et urgente

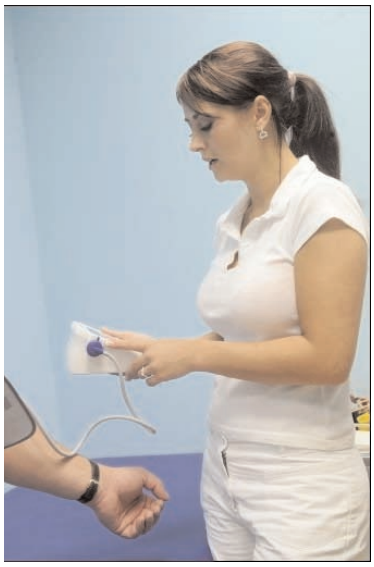
C'est lundi 25 janvier que se tenait à Bercy la réunion conclusive des États généraux de l'Industrie. L'occasion pour Mohammed Oussedik, membre du Bureau confédéral de la CGT, de souligner que s'il y a « *un consensus sur l'état des lieux : le rôle essentiel que doit jouer l'industrie dans l'économie, la désindustrialisation, les pertes d'emplois très importantes, avec 200 000 postes en moins en un an* », en revanche il faut déplorer « *l'absence de mesures immédiates et urgentes* » en faveur de l'industrie.
La CGT n'est cependant « *pas d'accord sur le diagnostic, les causes de cette situation* » qui découle de « *la financiarisation de l'économie* » qui privilégie les dividendes versés aux actionnaires sur l'investissement à long terme.
A l'occasion d'un point de presse, le secrétaire de la CGT a aussi estimé qu'il y a « *des choses à fouiller* », telle que l'idée de « *faire appel beaucoup plus à l'épargne pour le financement de l'industrie* » ou la création d'une « *banque de l'industrie* ». Mais il a regretté que le rapport des États généraux n'ait pas repris l'idée de la CGT de la formation d'un pôle financier public. Il a également déploré que états généraux ne proposent « *absolument rien sur le contrôle des subventions publiques aux entreprises* ». Il a aussi rappelé que la CGT revendique « *des droits nouveaux pour les salariés* » : comités interentreprises permettant de se saisir à la fois des problèmes des entreprises mères et des sociétés sous-traitantes, droit de veto suspensif aux licenciements pour les comités d'entreprise.

SNCF : appel unitaire à la grève le 3 février

Les fédérations syndicales des cheminots CGT- UNSA-SUD-Rail-CFDT appellent à une journée de grève le 3 février pour la satisfaction des revendications et le développement du service public.
Suite au dépôt de leur préavis de grève, elles ont été reçues par la direction de l'entreprise qui persiste en confirmant la suppression de 3 600 emplois en 2010, « *en accélérant les transformations de l'entreprise où la logique des résultats comptables prend le pas sur les missions de service public, où les filiales et les externalisations multiples d'activités affaiblissent sérieusement l'EPIC SNCF* »
Les fédérations de cheminots dénoncent une politique sociale « *en berne* » dans l'entreprise et la surdité de la direction et du gouvernement sur une série de revendications touchant :
. à la structuration de la SNCF ;
. aux multiples réorganisations contestées par le personnel ;
. à l'avenir de Fret SNCF ;
. à l'emploi ;
. à l'augmentation des salaires et des pensions ;
. à l'amélioration des conditions de travail ;
. aux facilités de circulation.

Lycée pro de Valmy (Colombes) : mobilisation contre l'expulsion d'un jeune lycéen marocain

Mohamed Abourar (élève du LP Valmy à Colombes dans les Hauts-de-Seine) fait l'objet d'un arrêté de reconduite à la frontière et est actuellement retenu au Centre de Rétention Administrative de Vincennes.
Ce jeune de nationalité marocaine, en France depuis l'âge de 13 ans, est actuellement âgé de 19 ans. Il a été arrêté suite à un contrôle d'identité alors qu'il poursuit une scolarité sans aucun problème au LP Valmy à Colombes en 1ère Bac Pro Hygiène et Environnement. Il a le soutien de tous ses professeurs ainsi que de l'administration du Lycée.
Dans un communiqué et une adresse au ministre de l'Education, la CGT Educ'action apporte son soutien à la mobilisation autour du jeune lycéen et exige que Mohamed puisse continuer ses études à Colombes. Elle demande au ministre de l'Education nationale d'intervenir afin que Mohamed Abourar, comme les autres jeunes « s*colarisés sans papiers* », obtienne un titre de séjour et puisse continuer dans des conditions normales ses études et sa vie dans notre pays.



Portugal : trois jours de grève et manifestation des infirmières à Lisbonne

Après trois jours de grève, plus de 15 000 infirmiers et infirmières ont manifesté vendredi après-midi à Lisbonne pour une revalorisation de leur profession.
Les infirmiers qui se plaignent de toucher les salaires les plus bas de la fonction publique, réclament une revalorisation de leurs salaires au niveau des autres fonctionnaires.
Un infirmier en début de carrière gagne 1 020 euros bruts mensuels, ce qui fait 800 euros net en début de carrière, alors que d'autres diplômés de la fonction publique touchent entre 1 200 et 1 500 euros au départ.
Les infirmiers avaient entamé mercredi une grève de trois jours.
Le mouvement avait été suivi jeudi par près de 90 % de la profession.

Europe : une jeune sur cinq touché par le chômage

Les jeunes Européens, parmi les premiers touchés par l'envolée du chômage, souffrent de contrats précaires.
En décembre, le taux de chômage des moins de 25 ans s'est envolé à 21,4 % dans l'UE, soit plus du double de celui de l'ensemble de la population (9,6 %), a dévoilé vendredi l'office européen des statistiques, Eurostat.
« *Le chômage des jeunes est avant tout une question de formation* », juge le commissaire européen à l'Emploi, Vladimir Spidla, dont les services peaufinent actuellement des recommandations en la matière.

Autour du livre :
« *Pour en finir avec le Wall Street management* »

Réalités du dialogue social (RDS) organise un petit déjeuner autour du livre « *Pour en finir avec le Wall Street management* » (publié aux Editions de l'Atelier) en présence des deux auteurs, Marie-José KOTLICKI et Jean-François BOLZINGER, respectivement secrétaire générale et secrétaire général adjoint de l'UGICT-CGT.
Mardi 9 février 2010 à 8h30 (accueil : 8h15), à la Maison de l'Europe de Paris 35, rue des Francs Bourgeois - 75004 Paris.